

Chapitre 5

SOCIALISME ET CAPITALISME SONT DEUX BRANCHES DU MÊME ARBRE

Nous avons déjà, chemin faisant, entamé le traitement de la dernière partie du livre, celle portant sur le contenu de la révolution. Marx parle du socialisme (auquel ce chapitre est consacré) comme de « l'œuvre d'hommes librement associés, agissant consciemment et maîtres de leur propre mouvement social »³²². La démarche évoque celle du Contrat social à la Rousseau, mais elle a un fondement objectif, celui d'un travail socialisé, qui couvre désormais de sa trame la planète entière. Cependant, cet espace, où des hommes produisent pour d'autres hommes, est aussi le lieu d'affrontements des propriétaires privés. Le marché est l'expression de ce « social privé », et ainsi un véritable golem, qui gouverne l'homme bien qu'ayant été pétri par lui. L'ambition socialiste a toujours été de surmonter cette contradiction à la racine du capitalisme, de réconcilier l'homme avec lui-même. Pour y parvenir, Marx a dessiné deux voies, plutôt mal que bien articulées entre elles. L'une « par le bas » (par l'infrastructure, par la production) vise la refondation de l'activité économique et passe par l'abolition de la propriété privée des grands moyens de production. L'autre « par le haut » (par la politique) appelle à l'émancipation politique des travailleurs et implique la remise en cause de l'Etat bourgeois. Jusqu'à présent la pratique du socialisme réellement existant a surtout tenté d'explorer le premier chemin, nationalisant les entreprises, organisant un plan, instaurant le monopole du commerce extérieur.

322. Karl Marx, *Le Capital*, L1, T. 1, 1950 : 91.

Nous allons, dans un premier temps, examiner la première de ces voies, aboutissant à la conclusion que, sur le plan économique, socialisme et capitalisme sont deux branches du même arbre, que la véritable opposition n'est pas marché/plan, mais marché/pouvoir des travailleurs et que la question fondamentale est alors de savoir, du social ou du privé, lequel des deux termes est prépondérant dans la dynamique de la société. Ceux qui ne jurent que par le plan s'imaginent qu'une fois supprimée cette enveloppe superficielle que constituerait la propriété privée, il suffirait d'étendre la division manufacturière du travail à toute la production. Une deuxième partie montrera qu'il s'agit d'une illusion et rappellera la parenté profonde qui relie anarchie du marché et despotisme d'usine. Une dernière partie situera l'enjeu du socialisme du côté de l'expression d'une société démocratique, via le pouvoir des travailleurs, remettant en son centre la politique, la vie dans la cité.

Passer par en bas ?

Des textes de Marx on a cru pouvoir déduire qu'il suffirait de décréter l'abolition de la propriété privée d'un *trait de plume juridique* et qu'ainsi la question socialiste serait résolue, pour l'essentiel. La confiscation des entreprises par l'Etat aurait pu être ce geste décisif. Or (l'expérience l'a montré), la propriété d'Etat est aussi à sa façon une propriété restreinte, au mieux mise au service de la population, au pire accaparée par des bureaucrates. Si elle peut être un pas sur la voie de l'appropriation sociale des moyens de production, elle en est encore fort éloignée, n'étant pas celle de l'ensemble du peuple travailleur. Il y a, avait noté Charles Bettelheim, « une différence radicale entre nationalisation et socialisation », ajoutant : « La propriété d'Etat, même d'un Etat ouvrier, correspond encore à une séparation des travailleurs de leurs moyens de production »³²³. L'Etat, institution autonome, vient s'interposer entre les travailleurs et ce qui est censé leur appartenir³²⁴.

323. Charles Bettelheim, *Calcul économique et formes de propriété*, 1970 : 68,70.

324. Alex Callinicos semble ignorer ce problème quand il déclare : « Marx envisageait que l'Etat prendrait le contrôle des moyens de production

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que le modèle autogestionnaire soit de plus en plus souvent présenté comme celui qu'il serait souhaitable de substituer au capitalisme³²⁵. Engels avait déjà relevé comme étant le décret le plus important de la Commune, celui par l'intermédiaire duquel celle-ci organisait la grande industrie, prévoyant l'association des travailleurs dans chaque fabrique et la réunion de toutes ces associations dans une grande fédération³²⁶. Le passage du capitalisme actuel à l'autogestion généralisée représenterait évidemment un formidable bond en avant. Nous ferions ainsi reculer la sphère de l'exploitation, sans doute aussi celle de l'oppression.

Dans le numéro d'été/automne 2003 de *Critique communiste*, Antoine Artous indique que « les inégalités sociales générées par le capitalisme rendent, à bien des égards, formelle la proclamation de l'égalité citoyenne; et qu'il n'y a pas de démocratie si une infime minorité, le patronat, contrôle l'économie ». Suit la conclusion: « C'est donc au nom de la démocratie qu'il faut reformuler la perspective classique du mouvement ouvrier: l'appropriation collective des moyens de production »³²⁷. Dans la tradition du mouvement ouvrier, la revendication de l'appropriation collective des moyens de production a pour base la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme. Le travailleur salarié est contraint de vendre sa force de travail à l'entrepreneur capitaliste, nous dit la doctrine, parce qu'il est séparé des moyens de production. Cette vente ouvre la voie à l'extraction de la plus-value, donc à l'exploitation. En finir avec l'exploit-

les plus importants. L'Etat se trouvant être « le prolétariat organisé comme classe dirigeante », cette mesure abolirait la séparation de la force de travail des moyens de production, séparation dont dépend l'existence du capital et du travail salarié », *Les idées révolutionnaires...*, 2008: 203.

325. Tel est par exemple le cas d'Olivier Besancenot dans *Révolution! 100 mots pour changer le monde*, 2003. Un modèle qu'il ne faut pas idéaliser: traitant de l'expérience yougoslave, Catherine Samary signale la confiscation des décisions par les « experts » et les équipes de direction (*Le marché contre l'autogestion*, 1988: 203).

326. Friedrich Engels, « Introduction » (1891) à *La guerre civile en France*, 1952: 16.

327. Antoine Artous, « La révolution, c'est la démocratie jusqu'au bout... », 2003: 45.

tation, c'est supprimer cette séparation. Un retour en arrière (sous la forme de l'artisanat) étant exclu, reste l'appropriation collective des moyens de production. A l'évidence, avec Antoine Artous, l'angle d'attaque n'est pas le même et on ne peut changer de terrain sans justifier le glissement. Le même reproche peut être fait à Olivier Besancenot, dans le sillage duquel Artous se situe. « Une démocratie totale et sans limite, dit Besancenot dans *Révolution! 100 mots pour changer le monde*, signifie que la démocratie ne s'arrête pas là où commence la propriété privée (...). Une démocratie absolue s'attaquerait au contrôle sans partage du patronat sur l'économie (...). La démocratie, c'est aussi l'appropriation publique et sociale des principales activités économiques, pour mieux les contrôler et les maîtriser ». Nous n'avons pas ici, pas plus que dans le reste du livre, de justification de l'appropriation collective par l'exigence de « l'expropriation des expropriateurs »³²⁸. Roger Martelli va dans le même sens qu'Artous ou Besancenot quand il demande : « A quoi servirait l'affirmation théorique de la citoyenneté, si celle-ci se trouvait bornée par la sphère de l'Etat ou par celle de la propriété privée ? »³²⁹

Conquérir l'autogestion des entreprises par les travailleurs, c'est faire reculer l'exploitation de l'homme par l'homme. Mais ce n'est pas faire reculer d'autant la sphère de la valeur, car, comme dit Marx dans *Le Capital* : « des objets d'utilité ne deviennent des marchandises que parce qu'ils sont les produits de travaux privés exécutés indépendamment les uns des autres »³³⁰. Ce qui serait le cas des produits que s'échangeraient les centres autogérés. En effet, si, dans l'entreprise autogérée, la propriété cesse d'être privée par rapport aux travailleurs associés, elle le demeure par rapport aux autres travailleurs, même si ceux-ci se sont associés de leur côté. Il est vrai qu'il devrait, en principe, y avoir un plan. Mais, dans toute la mesure où le plan déterminera les objectifs et les moyens de l'entreprise, celle-ci cessera d'être autogérée. Dans toute la mesure, au contraire, où le plan

328. Olivier Besancenot, *Révolution! 100 mots pour changer le monde*, 2003 : 144, 225, 226.

329. Roger Martelli, *Le communisme, autrement*, 1998 : 198.

330. Karl Marx, *Le Capital*, L. I, T. 1, 1950 : 85.

ne fixera que « les grandes orientations », l'entreprise demeurera propriété privée, entrant en rapport avec les autres entreprises sur une base marchande, par achat et vente des produits. L'autogestion généralisée n'implique donc pas de rompre totalement avec la propriété privée des moyens de production, car, au fond, la propriété privée est surtout celle dont les autres sont privés. L'entreprise autogérée ou la coopérative sont des propriétaires privés dans leurs rapports avec les autres entreprises autogérées ou coopératives, et les produits qui circulent entre elles sont, de ce fait, des marchandises, achetées et vendues. Et les entreprises nationalisées, dira-t-on ? Et le secteur public ? Les entreprises ou administrations en question demeureront « privées » dans toute la mesure où elles ne feront pas réellement l'objet d'une appropriation (et d'un contrôle) de l'ensemble des travailleurs regroupés en une (ou des) entités politiques. La participation à leur gestion de consommateurs ou d'usagers est un palliatif (positif) mais qui ne suffit pas à résoudre le problème.

De son temps, Marx s'était déjà prononcé sur la question de l'autogestion sous la forme des coopératives, allant jusqu'à affirmer : « Il faut considérer les entreprises capitalistes par actions et, au même titre, les usines coopératives comme des formes de transition du mode capitaliste de production au mode collectiviste, avec cette différence que, dans les premières, la contradiction est résolue négativement et dans les secondes positivement »³³¹. Marx prévoyait que « l'ensemble des associations coopératives (devait) régler la production nationale selon un plan commun, la prenant ainsi sous leur propre contrôle »³³². Henri Maler nous rappelle que Marx avait reconnu au mouvement coopératif sous le capitalisme une double portée, démonstrative et anticipatrice, mais qu'il en avait aussi souligné nettement les limites³³³. « Pour excellente qu'elle soit dans ses principes, et si utile qu'elle apparaisse dans la pratique, avait alors dit Marx, la coopération des travailleurs, si elle reste circonscrite dans un cercle étroit (...) cette coopération ne sera jamais capable d'ar-

331. Karl Marx, *Le Capital*, L. III, T. 2, 1970 : 106.

332. Karl Marx, *La guerre civile en France*, 1952 : 52, 53.

333. Henri Maler, « Les figures de l'appropriation sociale chez Marx », 2003 : 27, 29.

rêter les monopoles qui croissent en progression géométrique ; elle ne sera pas capable de libérer les masses, ni même d'alléger de façon perceptible le fardeau de leur misère (...). Pour que les masses laborieuses soient affranchies, la coopération devrait prendre une ampleur nationale, et, par conséquent, il faudrait la favoriser avec des moyens nationaux (...). Donc, la grande tâche des classes travailleuses, c'est de conquérir le pouvoir politique (...)»³³⁴. Les réserves de Marx sont toujours de rigueur. Des coopératives, plongées aujourd'hui dans l'environnement que nous connaissons, ne peuvent espérer transformer la société par simple extension de l'espace occupé ; au bout du compte, elles-mêmes peuvent d'ailleurs difficilement échapper à la logique du système. Il devrait en être différemment sous le socialisme dans la mesure où les textes canoniques prévoient que ces coopératives seraient alors réunies en une « grande fédération », qui se proposerait de « régler la production nationale selon un plan commun ».

Subsistent donc après la révolution diverses formes et divers degrés de propriété privée, qui impliquent le maintien d'un monde de rapports marchands. Sont concernées les entreprises individuelles (paysannerie, artisanat, etc.), les petites entreprises capitalistes (avec un faible nombre de salariés), mais également les entreprises autogérées. Entre tous ces centres d'activité les biens de consommation intermédiaire (matières premières, produits semi-finis) circulent sur une base marchande, achetés et vendus. Tel est également le cas des biens de consommation, qui sont dans la sphère marchande dans toute la mesure où ils mettent en relation des propriétaires privés, consommateur et commerçant ou consommateur et producteur.

Et qu'en est-il du secteur d'Etat ? Pour le Che, pas de doute : s'il n'y avait pas changement de propriétaire, il n'y avait pas marchandise : « Nous pensons, disait-il, que le passage d'un atelier à l'autre, ou d'une entreprise à une autre dans le système budgétaire développé, ne peut pas être considéré comme un acte d'échange (...). Autrement dit, si la marchandise est le produit qui change de propriété par un acte d'échange, si toutes

334. Karl Marx, *Adresse inaugurale de l'AIT*, in *Cœuvres de Karl Marx*, T. 1, 1963 : 466, 467.

les usines sont dans la propriété d'Etat, dans le système budgétaire, où le phénomène ne se produit pas, le produit n'acquerra les caractéristiques de marchandise que lorsqu'il passera, sur le marché, aux mains du peuple consommateur»³³⁵. En somme: la marchandise est le produit qui change de propriétaire par un acte d'échange; dans ces conditions, ne sont pas des marchandises les produits qui circulent entre des entreprises qui (comme c'est le cas à Cuba) font toutes partie du même secteur d'Etat. «Une entreprise d'Etat ne «vend» pas plus une machine à une autre entreprise d'Etat qu'un département du trust Ford ne «vend» la carrosserie au département de montage», disait aussi Ernest Mandel³³⁶.

Et en effet, l'un des premiers, Marx avait noté que le domaine interne à l'entreprise est celui du commandement et non celui de l'échange. Sous tous les régimes sociaux, l'exploitation se fait inévitablement *sous commandement*, celui subi par l'esclave sur les terres du maître, celui imposé au corvéable sur les terres du seigneur, celui dicté au salarié dans l'usine. Mais, qu'il s'agisse de l'esclavage ou du féodalisme, ce commandement apparaît comme le prolongement «naturel» du rapport de dépendance qui subordonne la main-d'œuvre à l'exploiteur. Il n'en est pas de même sous le capitalisme, basé sur «l'individu libre» et la force de travail faite marchandise. Avec le salariat, ce sont des individus «égaux en droits» qui se font face, employeur et salarié. Dès lors, sous le capitalisme et à la différence des régimes qui l'ont précédé, *le rapport d'exploitation se dédouble*: contractuel quand capitaliste et ouvrier négocient l'achat et la vente de la force de travail, de commandement quand il s'agit – et le mot dit bien ce qu'il veut dire – «d'extraire» la plus-value. En somme, pour pouvoir disposer du citron, encore faut-il l'acheter. Mais, ensuite, il faut le presser, jusqu'à la dernière goutte, ce qui suppose un changement de terrain, et le passage du rapport contractuel au rapport de commandement. La formule du travail à domicile évite ce dédoublement, mais elle devient inapplicable lorsque le travailleur est *réellement* séparé des moyens de production, quand les outils échappent

335. Ernesto Che Guevara, «Sur la conception de la valeur», 1987: 34.

336. Ernest Mandel, «Le grand débat économique», 1987 (a): 25.

au maniement individuel et deviennent l'objet d'une mise en œuvre collective.

A partir de ce moment, dans l'usine, les produits ne sont pas achetés et vendus, mais circulent d'un atelier à l'autre, sur ordre, en fonction d'un « plan ». « Qu'est-ce qui constitue, dit Marx, le rapport entre les travaux indépendants de l'éleveur de bétail, du tanneur et du cordonnier? C'est que leurs produits respectifs sont des marchandises. Et qu'est-ce qui caractérise au contraire la division manufacturière du travail? C'est que les travailleurs parcellaires ne produisent pas de marchandises. Ce n'est que leur produit collectif qui devient marchandise. L'intermédiaire des travaux indépendants dans la société, c'est l'achat et la vente de leurs produits; le rapport d'ensemble des travaux partiels de la manufacture a pour condition la vente de différentes forces de travail à un même capitaliste qui les emploie comme force de travail collective »³³⁷.

Pourtant, la pratique du socialisme réellement existant a montré que, bien qu'atrophées, les formes marchandes y ont toujours cours: les produits qui circulent entre les entreprises nationalisées sont achetés et vendus et non pas répartis gratuitement; les moyens de production ont des prix et sont payés par ces entreprises avec une monnaie qui joue le rôle d'équivalent général. Survivance, disait-on, mais en réalité présence, celle de rapports de production déterminés³³⁸.

Que sont ces rapports de production, alors que nous sommes censés nous trouver sous l'égide d'une propriété publique unifiée? Marx nous dit, rappelons-le: « des objets d'utilité ne deviennent des marchandises que parce qu'ils sont les produits de travaux privés exécutés indépendamment les uns des autres ». Le point essentiel ici n'est pas la forme juridique, c'est-à-dire la propriété privée, mais l'existence de « travaux privés exécutés indépendamment les uns des autres ». Nous sommes face à une réalité sociale et non face à un article de droit. Il est vrai qu'il y

337. Karl Marx, *Le Capital*, L1, T. 2, 1973: 44,45.

338. Telle était la position de Charles Bettelheim, *Calcul économique et formes de propriété*, 1970: 32, alors que, traitant du socialisme, Ernest Mandel (« Le grand débat économique », 1987 (a) affirmait: « Les catégories marchandes sont une survivance »: 27.

a le plan, dont le rôle est précisément de coordonner à l'avance, a priori, les différents travaux. Des travaux qui, du coup, ne vont plus, comme c'est le cas pour la marchandise, s'affronter a posteriori, après l'acte de la production, sur un marché. Or, le plan est capable d'éliminer les formes marchandes dans toute la mesure où il parvient à coordonner rigoureusement, à l'avance, les différents travaux. Mais il laissera subsister des formes marchandes dans toute la mesure où, au contraire, il n'y parviendra pas. Nous aurons alors des centres de production autonomes qui, jusqu'à un certain point, continueront à se faire face en tant qu'exécutant des travaux privés, indépendants les uns des autres, réalimentant en permanence les bases des rapports marchands au sein même du secteur d'Etat. « Différents procès de production ne peuvent être maîtrisés que *séparément* au sein de diverses unités de production », tel est, selon Charles Bettelheim, le fondement de l'existence de la forme valeur dans le secteur nationalisé des économies se réclamant du socialisme³³⁹.

Pourquoi en serait-il ainsi? Pourquoi le plan faillirait-il, au moins partiellement, à sa mission essentielle, celle de coordination? La première raison tient au degré d'interdépendance des travaux. Si les travaux à accomplir sont fortement dépendants les uns des autres, de telle sorte que l'un commande l'autre, à la façon d'un engrenage, l'activité de l'ensemble sera facilement prédéterminée et directement maîtrisable par le plan. Tel serait, par exemple, le cas de l'industrie automobile, où le travail à la chaîne lie étroitement les travaux les uns aux autres, où l'activité d'un atelier est fixée par l'activité de ceux qui le précèdent et le suivent. Mais s'il n'en est rien et que les travaux considérés soient faiblement interdépendants, le procès social de production, quoique continu, sera tronçonné et les zones d'autonomie relative ainsi générées exécuteront des travaux jusqu'à un certain point « indépendants les uns des autres », redonnant vie à la forme valeur³⁴⁰. « (La production de marchandises) présup-

339. Charles Bettelheim, *Calcul économique et formes de propriété*, 1970 : 68. Les italiques sont de CB.

340. Voir à ce sujet Isaac Johsua, « Organisation et rapports de production dans une économie de transition (Cuba) », *Problèmes de planification* N° 10, 1967.

pose (...) une scission de plus en plus accentuée des procès de production complémentaires les uns des autres en procès autonomes», indique Marx³⁴¹. Les procès de production sont complémentaires, mais autonomes : l'essentiel est dit, et aucune allusion à une forme juridique n'est faite dans cette citation, seule compte la façon avec laquelle les travaux entrent en rapport les uns avec les autres. Quand il étudiait le secteur d'Etat des économies du socialisme réellement existant, Charles Bettelheim nous disait de son côté : « l'intervention de la forme valeur et des échanges marchands constitue le signe de la séparation (des entreprises entre elles) »³⁴². La première raison pour laquelle la forme valeur pourrait subsister est donc d'ordre « technique ». La deuxième est sociale : des comportements « privatistes » peuvent transformer une entreprise nationalisée en centre de production autonome, faisant prévaloir ses propres intérêts face au plan. Cette autonomisation peut être due à l'attitude des dirigeants de l'entreprise mais elle peut être aussi celle de l'ensemble du personnel.

L'abolition des rapports marchands au sein du secteur d'Etat suppose de mettre fin aux « travaux exécutés indépendamment les uns des autres ». Mais pour cela il faut bien plus que des dispositions juridiques, il faut de nouvelles pratiques sociales qui permettent de rattraper, de compenser l'inévitable éclatement du privé par la constitution et reconstitution permanente d'un collectif, d'une véritable communauté, qui ne nie pas le privé, mais le subordonne au « plan commun », élaboré en commun, appliqué en commun³⁴³. Dans le cheminement menant au plan commun, l'intérêt social n'est pas quelque chose de déterminé au départ et qu'il s'agit de trouver. C'est une construction, le résultat du processus même d'élabo-

341. Karl Marx, *Le Capital*, L. II, T. 5 : 63. Ed. Costes, 1947.

342. Charles Bettelheim, *Calcul économique et formes de propriété*, 1970 : 76.

343. « Si l'autogestion n'est conçue que localement, nous dit Catherine Samary (...), alors tout ce qui est déterminé « au centre », et tout ce qui est redistributif apparaît comme une limitation de l'autogestion. Et, réciproquement, toute extension des droits autogestionnaires locaux ne peut se faire qu'au détriment des cohérences macroéconomiques », Catherine Samary, *Le marché contre l'autogestion*, 1988 : 123.

ration collective. Cela suppose, non un quelconque « homme nouveau », mais bien des formes politiques adaptées du pouvoir des travailleurs, qui soient telles qu'elles permettent cette prise en charge. La scission des procès de production évoquée par Marx doit être surmontée par un mouvement unificateur en sens inverse, par l'élaboration et la mise en œuvre d'un projet commun, fixant les grandes priorités, ouvrant le chemin du « tous ensemble ».

Est-ce que, dans un avenir lointain, on pourrait en arriver à constater la disparition des rapports marchands? Telle était l'opinion de Bettelheim, qui affirmait: « (...) si une instance sociale unique et ultime (...) était capable de disposer efficacement de tous les moyens de production, de décider de leur utilisation et de la destination des produits, ces derniers auraient cessé complètement d'avoir le caractère de marchandise (...) », ajoutant « pour le moment, même dans les pays socialistes les plus avancés, le processus de la production sociale et de la reproduction élargie n'est *pas encore* un processus entièrement intégré et organiquement coordonné, dont les différentes parties se commanderaient strictement les unes les autres et qui pourrait donc être intégralement dominé par la société »³⁴⁴. Une telle société est-elle concevable? La production peut-elle être réduite à « un processus entièrement intégré » et « une instance sociale unique et ultime » sera-t-elle capable, dans un monde à la Orwell, de tout voir et tout diriger? Il y a peu de chances de voir triompher ce mythe techniciste. D'ici là, il faut rappeler que surmonter n'est pas abolir: après comme avant l'élaboration du plan, les rapports marchands seront présents, on ne peut « décréter » leur disparition, il faut reconnaître la place qu'ils occupent, mais faire en sorte que, dans la dynamique de la société, cette place soit seconde.

344. Charles Bettelheim, « Formes et méthodes de la planification socialiste... », 1987 : 108, 109. Les italiques sont rajoutés.

La véritable opposition n'est donc pas marché/plan³⁴⁵, mais marché/pouvoir des travailleurs³⁴⁶. Le marché, laissé à lui-même, instaure la domination de la loi de la valeur, qui gouverne la production et distribue les forces de travail entre les différents secteurs. Cette loi aveugle, qui s'impose aux hommes alors qu'elle est leur création, doit être maîtrisée par la volonté consciente d'une société réunifiée par le débat démocratique. La réponse à l'univers marchand n'est pas un autre univers économique (nationalisations, monopole du commerce extérieur, etc.), mais un autre univers politique. Le niveau politique fait ici directement partie de l'agencement économique. Dans toute la mesure où il existe, le rapport de production socialiste *est* le pouvoir des travailleurs.

Au total, de quelque côté que nous nous tournions, après le renversement de la bourgeoisie, nous demeurons dans l'univers social/privé et la contradiction entre les deux termes peut être surmontée, mais pas dépassée. Nous en déduisons qu'au niveau économique, *socialisme et capitalisme sont deux branches du même arbre*, et qu'on ne peut, pour l'expliquer, évoquer telle ou telle survivance de l'ancien régime au sein du nouveau. Il apparaît, du coup, que le socialisme se distingue du capitalisme non par l'ensemble de ses composantes (puisque les deux systèmes en ont un certain nombre en partage), mais par une dominante. En effet, *la question fondamentale est alors de savoir, du social ou du privé, lequel des deux termes est prépondérant dans la dynamique de la société*, ce qui appelle une réponse bien plus

345. «La logique (du plan) est foncièrement en contradiction avec celle de la loi de la valeur», avait pourtant dit Ernest Mandel («Le grand débat économique», 1987 (a) : 27).

346. «Les fonctions coordinatrices (du plan) sont politiques au sens le plus haut du mot, dit Jacques Texier. Sur ce point il faut donc faire retour à la *polis* et à la définition aristotélicienne de l'homme comme animal politique» («La question de l'appropriation sociale», 2003 : 66). Charles Bettelheim parle de la domination du plan comme «forme de l'appropriation sociale des moyens de production et des produits par les travailleurs eux-mêmes» (*Calcul économique et formes de propriété*, 1970 : 77). Roger Martelli appelle au «couplage de l'appropriation sociale, de la coopération démocratiquement planifiée et de la primauté des droits», «Dépasser le capitalisme», 2009 : 20.

politique que juridique (nationalisation d'entreprises) ou technique (le plan universel).

Anarchie du marché et despotisme d'usine

D'ailleurs, considérer le plan comme une simple technique n'est pas sans risque. Une société aux travaux totalement interdépendants, dotée d'une « instance sociale unique et ultime » n'est guère envisageable. Mais est-elle souhaitable ? Une fois supprimée cette enveloppe superficielle que constituerait la propriété privée, il s'agirait d'étendre la division manufacturière du travail à toute la production (le « plan »), s'appuyant sur le soubassement technique fourni par le capitalisme lui-même, faisant reculer d'autant la sphère du marché. Nous avons ici l'illusion d'une solution « technique » aux problèmes d'une société divisée. Le mécanisme d'horlogerie de l'usine permettrait de faire l'économie d'une réponse au problème autrement plus compliqué de : comment surmonter le privé dans le social ? Une illusion encouragée par Marx, quand il déclare : « Dans la division manufacturière de l'atelier, le nombre proportionnel donné d'abord par la pratique, puis par la réflexion, gouverne a priori à titre de règle la masse d'ouvriers attachée à chaque fonction particulière ; dans la division sociale du travail, il n'agit qu'a posteriori, comme nécessité fatale, cachée, muette (...) s'imposant et dominant par des catastrophes l'arbitraire déréglé des producteurs marchands »³⁴⁷. Ou, de façon encore plus claire : « La société tout entière a cela de commun avec l'intérieur d'un atelier, qu'elle a aussi sa division du travail. Si l'on prenait pour modèle la division du travail dans un atelier moderne, pour en faire l'application à une société entière, la société la mieux organisée pour la production des richesses serait incontestablement celle qui n'aurait qu'un seul entrepreneur en chef, distribuant la besogne selon une règle arrêtée d'avance aux divers membres de la communauté »³⁴⁸. Marx marque ici nettement sa préférence et laisse entendre qu'il suffit d'enlever l'écorce pour pouvoir manger le fruit.

347. *Le Capital*, L.1, T. 2, 1973 : 46.

348. Karl Marx, *Misère de la Philosophie*, Œuvres de Karl Marx, T. 1, 1963 : 101.

Pourtant, nous le savons, l'espace de l'entreprise est articulé sur le mode de sa division interne, de l'enchaînement des opérations (et donc des hommes), de la soumission des individus au collectif. Tel était (nous l'avons rappelé chapitre 1) le propos explicite de Marx dans *Le Capital*, un Marx qui n'hésitait pas à parler de «despotisme d'usine», de «discipline de caserne», etc. Sous le capitalisme, la firme baigne dans le marché de tous côtés, et ce marché fait remonter les exigences de la valeur par tous les canaux du «commandement d'usine». Antoine Artous traite de la «particularité historique du rapport salarial»: «d'un côté, il définit (le salarié) comme un échangeur, libre et égal (équivalent) aux autres échangeurs; de l'autre, il en fait un producteur direct soumis au despotisme d'usine»³⁴⁹. Marx avait parfaitement perçu l'étroite parenté qui lie les deux espaces, celui, externe, marchand, à celui, interne, d'usine. «Anarchie dans la division sociale et despotisme dans la division manufacturière du travail caractérisent, disait-il, la société bourgeoise»³⁵⁰. Le désordre anarchique dans la société et l'ordre cadencé dans l'atelier sont deux façons indissociables de dire le capitalisme.

Le risque alors serait grand de tomber de Charybde en Scylla, de n'échapper au désordre anarchique que pour tomber dans l'ordre cadencé. L'acte même par lequel l'Etat s'empare des fabriques pourrait être aussi celui par lequel le régime de ces dernières envahit la société tout entière³⁵¹. La loi d'usine étendue à la société, n'est-ce pas là une dimension essentielle

349. Antoine Artous, *Marx, l'Etat et la politique*, 1999: 21. Plus récemment, dans *Marx et l'appropriation sociale* (2003: 102), Antoine Artous a dénoncé «cet oubli du despotisme d'usine (...) dominant dans le mouvement ouvrier marxiste».

350. Karl Marx, *Le Capital*, L1, T. 2, 1973: 46.

351. Henri Maler souligne dans certaines positions d'Engels le risque du «transfert de l'armée industrielle placée sous le commandement du capital dans l'entreprise à l'ensemble de la société», le risque que «la socialisation se confonde avec la généralisation du despotisme d'usine» («Les figures de l'appropriation sociale chez Marx», 2003: 44). De la même façon, Antoine Artous reproche à Engels et Lénine de postuler que: «la suppression de la propriété privée permet à la socialisation immanente des individus portés par la «production sociale» de s'épanouir», *Marx, l'Etat...*, 1999: 23.

de l'URSS stalinienne? Discipline, ordre hiérarchisé, fonctionnement cadencé, collectif obligé, engrenages, etc., autant d'éléments qui entrent en résonance avec tel ou tel trait du stalinisme, accompagnés de l'évocation permanente de la «rigueur prolétarienne», celle de l'usine. N'oublions pas que le capital modèle l'être social de la classe ouvrière à un double titre: en ce qu'il crée et rassemble les prolétaires (achat et vente de la force de travail) mais aussi en ce que, les ayant rassemblés, il leur donne forme. L'URSS stalinienne nous apparaît alors sous un nouveau jour, comme présentant (telle est du moins l'hypothèse que l'on peut émettre) la face sombre d'un prolétariat qui n'a pas dépouillé son ancienne enveloppe, celle que lui a léguée le capital. N'est-ce pas aussi ce que nous dit le passage suivant de la *Théorie générale* de Jacques Bidet: «Le système soviétique ne s'analyse ni comme déviation, ni comme une autre forme de capitalisme, mais comme une expérience historique développée, unilatéralement, à partir de l'autre pôle de contractualité rationalité, qui est aussi l'autre pôle du système de classes de la société moderne»³⁵².

Relue à la lumière des développements qui précèdent, la citation suivante du *Capital* est particulièrement frappante: «La division manufacturière du travail suppose l'autorité absolue du capitaliste sur des hommes transformés en simples membres d'un mécanisme qui lui appartient. La division sociale du travail met en face les uns des autres des producteurs indépendants qui ne reconnaissent en fait d'autorité que celle de la concurrence, d'autre force que celle exercée sur eux par leurs intérêts réciproques (...). Et cette conscience bourgeoise qui exalte la division manufacturière du travail (...) pousse de hauts cris et se pâme quand on parle de contrôle, de réglementation sociale du procès de production! (...) «Voulez-vous donc transformer la société en une fabrique?», glapissent alors ces enthousiastes apologistes du système de la fabrique. Le régime des fabriques n'est bon que pour les prolétaires!»³⁵³ A l'évidence, Marx répond à côté de la plaque, par une pirouette et, au fond, ne conteste pas que la réglementation sociale du procès de production pourrait

352. Jacques Bidet, *Théorie générale*, 1999: 393.

353. *Le Capital*, L. 1, T. 2, 1973: 46.

être l'extension du régime de la fabrique à la société. Une formule dont nous avons pu depuis mesurer tous les dangers.

Un peu dans le même ordre d'idées, Jacques Bidet dans sa *Théorie générale* reproche à Marx d'avoir avancé la thèse « du germe ». Le rapport de coordination organisée était, chez Marx, supposé « être en germe » dans le capitalisme, et très précisément (nous venons de le voir) dans l'entreprise. Un pas de plus et l'organisation consciente et planifiée pouvait prendre la relève du marché, en même temps que la propriété sociale prenait la relève de la propriété privée. L'erreur de Marx, nous dit Bidet, vient de ce que, pour lui, la structure la plus générale du capitalisme était le marché. Il s'agirait en réalité, toujours selon Bidet, d'un trinôme: marché, organisation et association démocratique des travailleurs (ou coopération discursive). « Le marché, en effet, dit Bidet, n'est pas une loi naturelle, mais une règle, une institution sociale, qui ne se soutient que de la volonté et de l'autorité qui la rend effective. Comme règle d'une relation supposée libre, il suppose une volonté sociale libre, qui, comme telle, peut aussi vouloir autre chose, c'est-à-dire des fins communes, à mettre en œuvre par des moyens déterminés en commun » (le plan). Par ailleurs, au niveau de la firme, « la situation salariale est en elle-même une articulation entre relation marchande et relation organisationnelle ».

On peut s'interroger sur la symétrie bipolaire supposée par Bidet: marché - organisation, « des formes contemporaines, liées l'une à l'autre, alternatives, imbriquées et corrélatives »³⁵⁴. Le marché a été soigneusement analysé par Marx, mais qu'est-ce que l'organisation, comme rapport social? Peut-on mettre dans le même sac des choses aussi diverses que l'Etat, la firme, les institutions, etc.? Mais l'important est la conclusion de Bidet, selon laquelle: « l'arbitrage entre l'usage de ces deux règles de coopération (c'est-à-dire le marché et l'organisation), qui viendront relayer la coopération discursive, ne peut se trouver ailleurs que dans le discours lui-même, dans le discours public »³⁵⁵. L'organisation n'est donc pas la réponse au marché, seuls « le discours public », l'association permettent d'y faire face.

354. Jacques Bidet, *Théorie générale*, 1999: 359.

355. Jacques Bidet, *Théorie générale*, 1999: 361, 366.

D'ailleurs, pouvons-nous réduire le socialisme à la combinaison d'une technique organisationnelle (le plan) et d'une forme juridique (la nationalisation des grandes entreprises)? Non, à l'évidence: ce sont là choses d'importance, mais certainement pas le récit tout entier. Plan ou grandes entreprises nationalisées, *l'essentiel est quand même de savoir par quoi ils sont gouvernés*: par la « mise en valeur de la valeur », c'est-à-dire par le capital, même si on a décrété sa disparition? *Ou par l'objectif de satisfaire des besoins sociaux collectivement déterminés*?

«Le mouvement du capital n'a (...) pas de limite, dit Marx. C'est comme représentant, comme support conscient de ce mouvement que le possesseur d'argent devient capitaliste (...). Ce n'est qu'autant que l'appropriation toujours croissante de la richesse abstraite est le seul motif déterminant de ses opérations, qu'il fonctionne comme capitaliste, ou, si l'on veut, comme capital personnifié, doué de conscience et de volonté»³⁵⁶. En somme, si le rapport de production capitaliste est celui de la valeur s'enfantant elle-même, le capitalisme est là où cet objectif l'emporte. Le possesseur d'argent ne vaut pas par lui-même, il n'est capitaliste que comme « support » de ce mouvement: il est du « capital personnifié ». Ce qui relativise d'autant la forme juridique et amène à mettre l'accent sur ce qui guide la production. Marx situe clairement l'enjeu socialiste dans le passage suivant du *Capital*: « C'est le profit et le rapport entre ce profit et le capital utilisé, donc un certain niveau du taux de profit qui décident de l'extension ou de la limitation de la production, au lieu que ce soit le rapport de la production aux besoins sociaux, aux besoins d'êtres humains socialement évolués »³⁵⁷. Ou encore dans ce cri du cœur lancé dans les *Grundrisse*: « Combien paraît sublime l'antique conception qui fait de l'homme (quelle que soit l'étroitesse de sa base nationale, religieuse et politique) le but de la production, en comparaison de celle du monde moderne où le but de l'homme est la production, et la richesse le but de la production »³⁵⁸.

356. Karl Marx, *Le Capital*, L. 1, T. 1, 1950: 156, 157.

357. Karl Marx, *Le Capital*, L. III, T. 1, 1974: 271.

358. Karl Marx, *Grundrisse*, T. 1, 1967: 450.

Dans une telle approche, l'existence en nombre significatif sous le socialisme des diverses formes de la propriété privée n'apparaît plus comme un obstacle infranchissable. La question centrale devient : qui (ou plutôt quoi) gouverne la société ? Qu'est-ce qui, à ce niveau, est prépondérant, qu'est-ce qui, au bout du compte, l'emporte ? L'important, *c'est que soient déterminants les choix de la cité*, la politique et une politique répandue sur la cité grâce à une prise en charge par l'ensemble des travailleurs des grands choix économiques et sociaux. Nous pouvons maintenir le raisonnement même dans le cas d'entreprises capitalistes, pour peu que celles-ci soient peu nombreuses et n'occupent pas de position dominante. Ces entreprises sont guidées par la recherche du profit. Mais si le pouvoir socialiste peut faire en sorte (lois, règlements, politique fiscale, etc.) que cette recherche du profit soit *subordonnée* au respect d'impératifs décidés par la société démocratiquement constituée, il y a « maîtrise de la production », bien qu'il y ait capital³⁵⁹. Œuvrer dans ce sens, c'est œuvrer à l'appropriation sociale des moyens de production, conscients que nous sommes qu'une telle appropriation ne relève pas du tout ou rien, qu'elle est une question de degré. Tel est le véritable enjeu, non réductible aux formes juridiques. Pour y faire face, il nous faut jouer de toute la gamme et prendre en compte des aspects aussi divers que l'État et sa politique, le rôle des institutions, la mobilisation des travailleurs, etc.

Passer par en haut

Les développements précédents font apparaître le pouvoir des travailleurs, sa place, son rôle, à chaque détour du chemin. Dès lors, de ces développements nous déduisons que l'ambition socialiste devrait combiner le « passer par en bas » (par la production et son organisation) avec un « passer par en haut » à inventer, qui suivrait le chemin de l'émancipation politique des travailleurs. « Passer par en haut » dessinerait un nouvel espace, celui de

359. « On peut avoir, dit Jacques Généreux, entre autres types d'entreprise, des entreprises à capitaux privés, avec des patrons qui émanent de cette propriété du capital sans être dans un système capitaliste, dès lors que le pouvoir de ceux qui détiennent le capital est strictement limité à ce que la société juge utile à l'intérêt général », « Vers une société socialiste », 2009 : 301.

l'instauration d'un Etat de type nouveau et d'une nouvelle démocratie, qui seraient tout à la fois la porte ouvrant sur l'ensemble du processus et la garantie qu'il ne dévie pas de sa route. Marx avait appelé à abolir la séparation des travailleurs d'avec leurs moyens de production, mais également celle de l'Etat avec la société civile³⁶⁰ : des deux réunifications à opérer, nous sommes amenés à insister sur la seconde sans oublier la première³⁶¹. *La politique, la vie dans la cité devraient être en elles-mêmes un but et non un simple moyen pour l'aboutissement révolutionnaire*. La réflexion devrait donc porter de façon prioritaire sur les formes d'organisation du pouvoir politique des lendemains révolutionnaires, sur celles de l'Etat et de l'auto-organisation des masses, sur les conditions d'une démocratie qui garantisse la plus large participation des travailleurs, de façon à s'assurer que s'imposent dans l'économie les choix sociaux généraux.

Dans cette approche, *le socialisme est la prédominance de l'espace du contrat social sur les autres manifestations de la vie en société*, sur les autres collectifs, mais surtout sur les rapports que les individus entretiennent entre eux en tant qu'ils sont agents privés, qu'ils soient individuels ou collectifs (entreprises autogérées, coopératives, etc.). Un espace du contrat social qui constitue la cité comme un être collectif, doté de cette « communauté de destin » dont parle Tony Andréani³⁶². Le socialisme commence donc d'abord par la tête, c'est-à-dire par les modalités d'expression de la volonté collective. « Le socialisme est au premier chef la tendance inhérente d'une civilisation industrielle à transcender le marché autorégulateur en le subordonnant consciemment à une société démocratique. C'est la solution qui vient naturellement aux ouvriers, qui ne voient pas pourquoi la production ne doit pas être directement réglée, ni pourquoi les marchés doivent être plus qu'un élément utile, mais secon-

360. Antoine Artous, in *Marxisme et démocratie*, 2003 : 20

361. « Supprimer la séparation des moyens de production en gardant la séparation de la société et de l'Etat relève de l'utopie : le prolétariat ne peut s'approprier les moyens de production (appropriation sociale) qu'en surmontant la séparation de la société et de l'Etat (...). C'est donc aux formes politiques de l'émancipation que nous sommes, une fois encore, renvoyés », dit Henri Maler, *Convoiter l'impossible*, 1995 : 249.

362. Tony Andréani, *Le socialisme est (a)venir*, T. 2, 2004 : 125.

daire, d'une société libre», avait déjà dit Karl Polanyi³⁶³. Ce qui fait basculer l'enjeu du socialisme, non du côté des formes de propriété ou du plan, mais du côté de l'expression d'une société démocratique et de comment sa conscience peut se forger et s'affirmer. Ce qui implique une réflexion sur les formes de l'Etat, sur les conditions de la prise en charge des affaires publiques par les travailleurs, etc.

Ce n'est qu'à cette condition que le Plan pourra être senti comme autre chose qu'un outil technique, c'est-à-dire qu'il pourra être vécu comme l'expression de préférences collectives, dès lors accepté et assumé comme tel. Ce n'est qu'à cette condition que les choix collectifs (exprimés par le Plan, mais pas seulement par lui) pourront l'emporter sur ceux qui découlent de la confrontation des individus en tant qu'agents privés. La prise en charge par les travailleurs des affaires publiques est un encouragement à s'attaquer en permanence aux lourdeurs qui ne manqueront pas de se manifester aux autres niveaux, en particulier dans l'entreprise. Plus les travailleurs seront «chez eux» au niveau politique, plus il y a de chances qu'ils soient chez eux dans les entreprises.

Les réponses aux deux questions suivantes peuvent illustrer l'ordonnancement des choses. L'association de libres producteurs peut-elle s'accommoder de formes du pouvoir politique qui soient telles qu'elles excluent ou empêchent la formation et l'expression de la volonté générale? Réponse: non, à l'évidence. Peut-elle s'accommoder de la manifestation de l'existence des individus en tant qu'ils sont agents privés? Oui, à condition que ces diverses manifestations n'en viennent pas à l'emporter sur la volonté collective, démocratiquement constituée.

D'ailleurs, chaque fois que la société future est évoquée par Marx, il est question d'une «réunion d'hommes libres», ou encore «d'individus associés» ou enfin d'«une association où le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous», autant de claires allusions à l'acte (re)fondateur de la cité et donc à la politique. Quand Marx affirme: «La vie sociale, dont la production matérielle et les rapports qu'elle implique forment la base, ne sera dégagée du

363. Karl Polanyi, *La grande transformation*, 1983: 302.

nuage mystique qui en voile l'aspect que le jour où s'y manifesterait l'œuvre d'hommes librement associés, agissant consciemment et maîtres de leur propre mouvement social »³⁶⁴, il ne dit pas que cet accomplissement ne sera obtenu que le jour où sera proclamée l'appropriation collective des moyens de production, mais : « le jour où (se) manifesterait l'œuvre d'hommes librement associés, agissant consciemment et maîtres de leur propre mouvement social ». L'essentiel ici est l'association, l'action concertée et, surtout, la maîtrise de son destin, c'est-à-dire l'homme réuni et agissant dans la cité. Un thème que nous retrouvons dans le passage suivant de l'*Idéologie Allemande* : « Le communisme se distingue de tous les mouvements qui l'ont précédé jusqu'ici en ce qu'il bouleverse la base de tous les rapports de production et de circulation du passé et que pour la première fois il traite consciemment toutes les conditions naturelles préalables comme des créations des hommes qui nous ont précédés jusqu'ici, qu'il dépouille celles-ci de leur caractère naturel et les soumet à la puissance des individus unis »³⁶⁵. Comment est-ce que « la puissance des individus unis » pourrait s'exercer autrement que dans la cité et par le biais de la politique ?

« La dépendance universelle, disent aussi Marx et Engels, cette forme naturelle de la coopération des individus à l'échelle de l'histoire mondiale, est transformée par cette révolution communiste en contrôle et domination consciente de ces puissances, qui, engendrées par l'action réciproque des hommes les uns sur les autres, leur en ont imposé jusqu'ici, comme si elles étaient des puissances foncièrement étrangères, et les ont dominés »³⁶⁶. On le voit : pour l'*Idéologie Allemande*, la révolution communiste est avant tout anti-aliénation. En tant que telle, elle est un soulèvement pour la maîtrise par l'homme de son destin, et donc une œuvre éminemment politique.

364. Karl Marx, *Le Capital*, L. I, T. 1, 1950 : 91.

365. Karl Marx, Friedrich Engels, *Idéologie Allemande, Feuerbach*, 1962 : 82. Il est vrai que, changeant de direction, les auteurs rajoutent immédiatement : « Son organisation est essentiellement économique, elle est la création matérielle des conditions de cette union ; elle fait des conditions existantes les conditions de l'union ».

366. Karl Marx, Friedrich Engels, *Idéologie Allemande, Feuerbach*, 1962 : 37. Les italiques sont ceux des auteurs.

Malgré cela, l'émancipation politique finira par être traitée comme un moyen par rapport à une fin, qui serait celle de l'abolition de la propriété privée. « Le premier pas dans la révolution ouvrière, disent Marx et Engels, est la montée du prolétariat au rang de classe dominante, la conquête de la démocratie. Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher peu à peu toute espèce de capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production dans les mains de l'État – du prolétariat organisé en classe dominante – et pour accroître le plus rapidement possible la masse des forces productives »³⁶⁷. La première phrase de cette citation semble ouvrir des horizons : comment l'accession du prolétariat au rang de classe dominante pourra-t-elle se traduire en « conquête de la démocratie » ? Mais cette voie est tout de suite abandonnée. L'accent est mis sur l'aspect instrumental de cette prise de pouvoir (le prolétariat « se servira »...) en vue de l'expropriation de la bourgeoisie.

Nous retrouvons un thème évoqué lors du précédent chapitre. La voie de l'émancipation politique, à peine ébauchée, n'a pas été explorée plus avant par les fondateurs du marxisme et la croyance en l'extinction de l'État a certainement joué ici un rôle décisif : à quoi bon s'interroger sur son fonctionnement futur, puisqu'il est appelé à disparaître ? Cette croyance a entraîné, d'une part, le blocage de la perspective proprement politique du socialisme (réflexions sur les formes de l'État, sur l'articulation citoyen / travailleur, etc.) et, d'autre part, un accent mis de façon unilatérale sur la seule propriété des moyens de production³⁶⁸. L'horizon du dépérissement de l'État a mené à l'escamotage de la politique des lendemains révolutionnaires. Une absence chèrement payée, car elle a dépouillé la « conquête de la démocratie » de toute la richesse de son contenu.

367. Karl Marx, Friedrich Engels, *Le Manifeste*, 1963 : 181.

368. « A la base de tout socialisme, dit Karl Kautsky, nous trouvons la conviction qu'en maintenant la société bourgeoise il est impossible de mettre fin à la misère capitaliste, que cette misère repose sur la propriété privée que tout individu a des moyens de production et ne peut disparaître qu'avec elle » (*Introduction à l'ensemble du marxisme*, 1949 : XXXIX).